



HAL
open science

Les mouvances d'ultradroite en France et en Europe: quels enjeux pour l'ordre public ?

Jean-Yves Camus, Dietmar Loch

► To cite this version:

Jean-Yves Camus, Dietmar Loch. Les mouvances d'ultradroite en France et en Europe: quels enjeux pour l'ordre public ?. Troisième conférence du cycle de conférences sur les radicalités politiques, Centre de Ressources pour la Prévention des Radicalités Sociales (CRPRS), Jan 2022, Lille, France. hal-04153734

HAL Id: hal-04153734

<https://hal.univ-lille.fr/hal-04153734>

Submitted on 29 Aug 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cycle de conférences sur les radicalités politiques

« Les mouvances d’ultradroite en France et en Europe : quels enjeux pour l’ordre public ? »

Jean-Yves Camus et Dietmar Loch

Le 13 janvier 2022



CRPRS • Centre de ressources pour la prévention des radicalités sociales

Bât. Arboretum • 7^{ème} étage, 135 Bd Paul Painlevé - 59000 Lille • 03 20 25 10 29 •

contact@prev-radicalites.org • www.prev-radicalites.org

Introduction

Le Centre de Ressources pour la prévention des Radicalités Sociales (CRPRS) a vocation à s'intéresser à différentes formes de radicalités. A travers ce nouveau cycle de conférences, le CRPRS propose de s'intéresser aux radicalités politiques et aux enjeux que cela représente au sein de la société.

La société semble en proie à une ultra polarisation avec des phénomènes de violences contestataires sur certains territoires (violences urbaines, Black Bloc, usage de la violence dans les manifestations, dégradations des lieux publics...). Même si ces violences ne sont pas nouvelles, leur intensité et leur médiatisation ne sont pas sans conséquences sur la vie en démocratie. Avec ce cycle de conférences, l'objectif est de fournir aux acteurs locaux de la région Hauts-de-France des clés de compréhension sur les mécanismes des violences politiques, leurs ressorts et in fine d'initier des réflexions sur les modalités de les prévenir.

C'est dans ce cadre que nous avons eu l'honneur d'accueillir Jean-Yves Camus, co-directeur à l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès et chercheur associé à l'IRIS et Dietmar Loch, professeur de sociologie à l'Université de Lille, tous deux membres du comité scientifique du CRPRS.

L'objectif principal de la rencontre était d'avoir des éléments de définition de ce qu'est l'ultradroite et quels sont les enjeux. Toute l'originalité de la conférence réside dans l'étude comparée entre la France et l'Allemagne.

Éléments de définition

Selon Dietmar Loch, définir la droite radicale par rapport à l'extrême droite n'est pas évident. Cette difficulté réside dans le fait que pour désigner un même phénomène, les différentes cultures de recherche utilisent des termes différents.

Le spécialiste propose donc de partir d'un terme que l'on retrouve dans la culture de recherche anglo-saxonne, le « far right ». On y retrouve tout ce qui est à droite des partis conservateurs, c'est-à-dire, ce qu'on appelle en France, d'une part, l'extrême droite et, d'autre part, la droite extrême ou l'ultra-droite.

Cette extrême droite, dans laquelle on retrouve les partis de droite type Rassemblement national (RN) en France, FPÖ (*Freiheitliche Partei Österreichs*) en Autriche ou AfD (*Alternative für Deutschland*) en Allemagne, correspond au « radical right » (droite radicale) dans la dénomination anglo-saxonne. Et lorsqu'en France on parle de droite extrême, cela fait référence, dans la culture de recherche anglo-saxonne, à « extreme right », une droite considérée comme anti-démocratique, anti-libérale et anticonstitutionnelle.

Pour considérer une mouvance d'extrême droite comme étant une radicalité politique, il faut qu'il y ait une définition idéologique qui dépasse le seul cadre politico-juridique (constitutionnel ou anticonstitutionnel) et que l'on retrouve comme éléments principaux des références au nationalisme et au racisme. En ce qui concerne la violence, elle constitue plutôt une forme dans laquelle l'extrême droite ou la droite radicale se manifeste qu'un élément de sa définition idéologique.

L'Origine de l'ultradroite

Pour compléter l'analyse, Jean-Yves Camus propose de revenir sur la genèse du terme « d'ultra droite ». Il existe plusieurs utilisations :

- L'utilisation journalistique : dans laquelle le terme « ultra droite » trouve son origine et désigne tout ce qui se situe « au-delà », dans le sens le plus extrême, du Front national et du Rassemblement national. Lorsque Marine Le Pen arrive en 2011 à la présidence du FN, elle tente de « dédramatiser » son parti. C'est à ce moment-là que les journalistes parlent pour la première fois d'ultra droite, pour désigner les personnes qui sont contre ce processus de dédramatisation. Progressivement, le discours journalistique commence à faire la distinction entre l'extrême droite et l'ultra droite. Alors que l'extrême droite, représentée par le RN, est un parti qui souhaite conquérir le pouvoir par le vote, l'ultra droite représente des groupuscules qui se présentent sur des élections au coup par coup et qui ont tendance à s'orienter vers la violence ou des fondamentaux idéologiques. La limite de cette définition est que certaines personnes se situent à mi-chemin entre les deux.
- L'utilisation policière : les services de renseignement intérieur ont l'interdiction de surveiller les partis politiques. Ils ne peuvent surveiller que les mouvements contestataires liés aux faits religieux ou ceux qui ont une dimension violente. L'ultra droite dans le jargon policier désigne donc tous les mouvements qui peuvent être

surveillés et qui ont une dimension violente.

- L'utilisation scientifique : les catégories utilisées par la recherche sont celles que Dietmar Loch a évoquées.

En dix ans, le nombre de partisans de l'ultra droite n'a pas augmenté. Depuis 2007, il y a entre 3000 et 3500 individus appartenant à ce mouvement et parmi eux environ 1 000 qui sont considérés comme étant des individus pouvant passer à l'acte violent.

Selon le spécialiste, ce qui manque à la France comparé à l'Allemagne est :

- Un rapport sur les mouvances extrêmes radicales tel que celui produit par le *Verfassungsschutz* (renseignements généraux) allemand.
- Une catégorie exposant dans ce rapport « les individus orientés par la violence ».

Ces deux éléments permettraient d'avoir un nombre plus précis de membres de groupuscules et de mieux distinguer ceux qui adhèrent à l'idéologie sans passer à des actes de violence de ceux qui y sont prêts.

Cependant, deux faits nouveaux peuvent être observés ces derniers temps en France :

- On retrouve l'ultra droite principalement derrière la candidature d'Eric Zemmour, qui parle de « grand remplacement » et de l'incompatibilité du fait religieux musulman avec la France.
- On voit un phénomène de communautarisation de l'ultra droite. Cela a pour conséquence que l'organisation de ces groupes ne se veut plus pyramidale. On voit ainsi

naître la création de plusieurs petits groupes locaux qui se constituent en association déclarée et leurs membres fonctionnent en réseau

Selon Jean-Yves Camus, la dimension communautaire doit attirer notre attention et plus précisément l'hypothèse des « accélérationnistes ». Ces derniers ne cherchent pas à ralentir le chaos mais au contraire à l'augmenter, à le diriger, pour que cela aboutisse à une guerre civile raciale et que la France redevienne ainsi plus « blanche ». Ce phénomène semble être suivi par le service central du renseignement territorial car il y a des actes terroristes en préparation. C'est pour ces raisons que le parquet antiterroriste se saisit de ces dossiers.

Le cas de l'Allemagne

D'après Dietmar Loch, après la Seconde Guerre mondiale, l'extrême droite n'avait pas de légitimité ni politique ni morale pour constituer un parti politique en Allemagne. Pendant très longtemps, il y a eu une quasi-absence des partis d'extrême droite. Il y a d'ailleurs un moyen juridique permettant d'interdire les partis dit « extrémistes » à droite comme à gauche.

Pourtant, depuis 1981 avec la première enquête de l'institut SINUS, des sondages ont découvert l'existence d'attitudes d'extrême droite définies comme autoritaires, nationalistes, pro-nazies, xénophobes, etc. chez au moins 15% de la population ouest-allemande.

Comment ces attitudes se sont-elles traduites dans la vie politique allemande ? A partir des années 90 seulement, un parti politique voit le jour, il s'agit des « Républicains » (*Die Republikaner*). Ce parti représentait de 1989 à

2000 entre 7,5% à 10,9% de l'électorat allemand lors de plusieurs élections régionales en Allemagne. Pourtant, l'extrême droite était encore loin de se stabiliser au niveau électoral, car *Die Republikaner* était un phénomène éphémère. Pourquoi ?

Alors qu'on voit en France des partis d'extrême droite/de droite radicale, notamment le FN/RN, intégrer des jeunes militants dans leurs organisations de jeunesse, en Allemagne les jeunes militant d'extrême droite se sont plutôt organisés en « milieu subculturel ». En effet, la longue absence d'une légitimité politique de l'extrême droite dans le système partisan a poussé dans la rue les prises de position pour ce courant politique et aussi les conflits liés aux attitudes nationalistes et xénophobes. Les violences racistes du début des années 1990, dirigées plus particulièrement contre des immigrés d'origine turque en sont un exemple.

Ce n'est qu'en 2013, avec la création de l'AfD, que l'Allemagne connaît aussi un parti de droite radicale et populiste plus stable dont l'électorat a progressé de 4,7% à 12,6% entre les deux élections législatives de 2013 et 2017 avant de connaître avec 10,3% une certaine baisse de son score électoral lors des dernières élections au Bundestag en 2021. La droite radicale et populiste (AfD) est représentée avec 83 élus au Bundestag allemand (de 2017 à 2021 avec 94). Cet enracinement montre que l'ancienne marginalité de l'extrême droite en Allemagne - pays longtemps considéré comme étant un cas particulier suite au fascisme allemand - fait elle-même entre-temps partie de l'histoire.

Ainsi, l'Allemagne montre aujourd'hui assez bien les trois formes d'organisation de l'extrême droite/de la droite radicale dans le sens large de la *far right* :

- l'AfD comme *parti politique* populiste s'enracinant dans le système partisan,

- le *milieu subculturel* de l'extrême droite dans lequel des jeunes militants (néonazis etc.) continuent à se regrouper,
- PEGIDA (Les patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident) qui se situe en tant que *mouvement social* (islamophobe) entre les deux autres formes d'organisation.

Le sociologue allemand Wilhelm Heitmeyer, dans un ouvrage de 2018 (*Rechte Bedrohungsallianzen*, p. 356) utilise un « modèle d'escalade concentrique ». Dans le cercle intérieur sont positionnés les acteurs de l'extrême droite qui sont le plus radicaux, mais qui ont le moins de légitimation politique (acteurs terroristes). En revanche, sur le cercle extérieur est positionné une partie de la population allemande qui est faible en action, mais sert par ses attitudes d'extrême droite comme ressource de légitimation pour cette dernière.

L'intérêt de ce modèle est de montrer que, d'une part, il existe un risque d'escalade. Progressivement, l'individu peut voter pour des partis d'extrême droite (AfD), puis peut adhérer à un milieu de plus en plus antisystème jusqu'à appartenir, dans le cas le plus extrême, à un groupe terroriste.

D'autre part, l'extrême droite n'est pas un groupe radical isolé, mais se trouve en rapport continu avec les autres cercles d'acteurs (milieu subculturel, parti politique). Ceci va jusqu'au partage des attitudes d'extrême droite réparties dans l'ensemble de la population. Ainsi, l'extrême droite n'est pas un phénomène à la marge mais trouve son essence dans la société.

Le passage à l'acte

Selon Dietmar Loch, l'objectif recherché par le terrorisme de droite, c'est de détruire des personnes ou un groupe de personnes en vue de l'effondrement de l'ordre social. Pour essayer d'attirer dans leurs rangs des personnes plus ou moins impliquées, les activistes utilisent trois principaux arguments : le déclin du peuple allemand, la découverte du rôle de victime et la création d'une homogénéité ethnique de la société allemande. Il est intéressant de constater que depuis 1945 les passages à l'acte violent imputés à l'extrême droite ont plutôt été rares en Allemagne. En revanche, à partir des années 2000, leur nombre est en constante évolution.

Vu d'un point de vue comparatif au niveau européen, les arguments de légitimation des acteurs d'extrême droite s'inspirent d'après Jean-Yves Camus de théories du complot, en France plus particulièrement de celle du grand remplacement, selon laquelle la population européenne serait substituée par une population non européenne originaire en premier lieu d'Afrique subsaharienne et du Maghreb.

Jean-Yves Camus apporte également une précision concernant le nombre d'actes de violence en France émanant d'acteurs d'extrême droite. La plupart du temps, ces individus sont condamnés pour des actes de droit commun bien qu'ils aient été motivés par des raisons politiques.

Par ailleurs, Jean-Yves Camus fait le constat qu'un certain nombre de mesures sont désormais prises en compte pour aider les individus engagés idéologiquement à se réinsérer après un passage en prison. Cependant, ce procédé ne s'applique pas aux détenus condamnés pour des faits de droit commun qui ont un passif d'engagement politique violent. Jean-Yves Camus met en

avant le programme allemand s'appelant *EXIT-Germany* qui est à son avis intéressant. Ce programme consiste à accompagner des individus qui ne sont pas encore condamnés et qui manifestent l'envie de décrocher. Grâce à ce programme, ils vont réussir à se réinsérer progressivement dans la société allemande. En France, il n'y a pas de modèle d'aide équivalent pour ceux qui veulent se détacher du milieu extrémiste de droite.